

DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

N°2025-174 du 21 octobre 2025

Décision modificative n°2-exercice budgétaire 2025

VU les articles L. 1424-29 et L. 1424-30 du Code général des collectivités territoriales,
VU l'ordonnance n° 2014-1329 du 6 novembre 2014 relative aux délibérations à distance des instances administratives à caractère collégial,
VU le rapport de Monsieur le Président du Conseil d'Administration,

Le Conseil d'administration, après avoir pris connaissance du rapport tel qu'il figure ci-après, et après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité les conclusions suivantes :

- ✓ Adopte la décision modificative n°2-2025 au niveau du chapitre pour chacune des sections en dépenses et en recettes.

Le Président,



Michel MENARD
Président du conseil d'administration
23 oct. 2025

Michel MENARD

RAPPORT DE PRESENTATION CONSEIL D'ADMINISTRATION du mardi 21 octobre 2025

Décision modificative n°2-exercice budgétaire 2025

Le présent rapport formalise les propositions de la décision modificative n°2 de l'exercice 2025, qui concernent principalement des écritures d'ordre.

Budgétairement, cette décision modificative conduit à accroître l'autofinancement du SDIS de 161.500 €.

INSCRIPTIONS NOUVELLES

Section de fonctionnement

Il est proposé d'inscrire une dépense nouvelle de 29.000 € destinée au règlement des formations des pilotes de drones.

Section d'investissement

Les inscriptions nouvelles se traduisent par un accroissement net du volume :

- Des dépenses réelles d'investissement de 34.000 € : :
 - + 41.000 € : des crédits nouveaux de dépenses d'équipement afin de permettre l'acquisition de matériels NRBCE¹ pour lesquels le SDIS pourrait bénéficier d'une subvention à hauteur de 80 % de leur montant HT ;
 - + 141.000 € : le réajustement des crédits destinés au règlement de la redevance annuelle 2025 (part subvention d'équipement) pour l'utilisation du système d'information NEXSIS en conformité avec les modalités de financement convenues avec l'ANSC² par avenant (Bureau du CASDIS du 21/10/2025) ;
 - - 141.000 € : la réduction des crédits de paiement destinés aux progiciels « système » compte tenu de l'abandon du projet de bascule vers des licences Microsoft online, ce dernier nécessitant la réalisation d'une analyse d'impact plus globale ;
 - - 7.000 € : la réévaluation des remboursements de capital des emprunts nouveaux ;
 - le transfert de crédits du chapitre 21 vers le chapitre 20 (3.000 €) afin de finaliser le projet de réalisation d'un ouvrage de sensibilisation des collégiens aux risques ; ce projet d'un montant total de 13.000 € est financé par subvention de l'Etat pour 10.000 €.

¹ NRBCE : Risque Nucléaire, Radiologique, Biologique, Chimique ou Explosif

² ANSC : Agence du Numérique de la Sécurité Civile

- Des recettes réelles d'investissement de 63.000 € : :
 - + 19.000 € : réajustement du FCTVA perçu en 2025 sur la base des dépenses d'équipement réalisées en 2024 ;
 - + 44.000 € : inscription de nouvelles subventions de l'Etat : Plan de sécurité routière (2.000 €), Médiation littéraire (+ 5.000 €), Contrat capacitaire NRBCE 2025 (36.000 €).

LES ECRITURES D'ORDRE

Afin de permettre l'exécution d'écritures comptables nécessaires à la gestion du patrimoine ou diverses régularisations comptables, il convient de prévoir les crédits d'ordre correspondants. Par définition les écritures d'ordre sont équilibrées en dépenses et en recettes ; elles sont toutefois classées en deux catégories : celles qui impactent exclusivement la section d'investissement et celles qui impactent les deux sections.

Les écritures intra section d'investissement

Sans incidence sur les équilibres budgétaires, elles concernent l'intégration :

- Des études aux comptes d'immobilisation concernées : 99.000 €
- Des avances versées sur marchés d'investissement aux comptes d'immobilisation correspondantes : 108.000 €
- Du CIS Blain en pleine propriété : 675.000 €

Les écritures entre sections

Elles concernent le transfert des subventions reçues au compte de résultat et se traduisent par des dépenses en investissement compensées par des recettes de fonctionnement (+ 190.500 €). Elles contribuent en conséquence au calcul de l'autofinancement et à son accroissement (+161.500 €).

Il vous est demandé de bien vouloir :

- **Adopter la décision modificative n°2-2025 au niveau du chapitre pour chacune des sections en dépenses et en recettes.**

Compte rendu de l'instance

Le Conseil d'administration, légalement convoqué, s'est réuni le 21 octobre 2025 en séance ordinaire, au siège du SDIS, rue Arago à La Chapelle-sur-Erdre, ainsi qu'en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michel MENARD, Président du Conseil d'administration.

• Date de convocation	10 octobre 2025
• Nombre d'élus siégeant avec voix délibérative	26
▪ Nombre de présents au siège du SDIS avec voix délibérative	10
▪ Nombre de participants à distance en visioconférence avec voix délibérative	10
▪ Nombre d'absents ayant donné délégation de vote	2
- Mme GRELAUD Carole à M. BOLO Pascal	
- M. MATHIEU Christophe à M. CADRO Didier	

Ont pris part au vote :

- M. ALEMANY Jérôme, Conseiller départemental de Nantes 4
- M. VEY Alain, Conseiller Métropolitain de Nantes Métropole suppléant de M. AMAILLAND Rodolphe, Conseiller métropolitain de Nantes Métropole (en visioconférence)
- M. BACHELIER Xavier, Adjoint au Maire de Savenay
- Mme BIGEARD Myriam, Conseillère départementale de Rezé 1 (en visioconférence)
- M. BOLO Pascal, 2^{ème} Vice-président du Conseil d'administration, Conseiller métropolitain de Nantes Métropole
- M. BERTIN Patrick, Vice-président de la Communauté de Communes Grandlieu
- M. CADRO Didier, Conseiller départemental de Guérande (en visioconférence)
- M. CHOUBRAC Bertrand, Conseiller départemental de St-Nazaire 1
- M. MARTINEAU David, Conseiller départemental de Nantes 2 suppléant de M. COROUGE Hervé, Conseiller départemental de St-Herblain 1 (en visioconférence)
- Mme. GOSLIN Sylvie, Conseillère Départementale de La Baule-Escoubiac suppléante de M. DEVILLE Thierry, Conseiller départemental de St-Brévin-les-Pins (en visioconférence)
- Mme FOUQUET Karine, Conseillère départementale de Machecoul-St-Même
- M. GRACIA Fabien, Conseiller métropolitain de Nantes Métropole
- Mme GRELAUD Carole, Conseillère départementale de St-Herblain 1 (par délégation de vote)
- Mme HALGAND Marie-Anne, Vice-Présidente CARENE (en visioconférence)
- M. LEBEAU Bernard, Conseiller Départemental de Pont-Château
- M. MATHIEU Christophe, Conseiller communautaire CAP ATLANTIQUE (par délégation de vote)
- Mme MEIGNEN Lydia, Conseillère départementale de St-Nazaire 2 (en visioconférence)
- M. MENARD Michel, Président du Conseil d'administration, Conseiller départemental de Nantes 7
- Mme PADOVANI Fabienne, 3^{ème} Vice-présidente du Conseil d'administration, Conseillère départementale de Nantes 1 (en visioconférence)
- M. PLOTEAU Jean-Yves, Vice-président de la COMPA (en visioconférence)
- Mme BESLIER Laure Conseillère Métropolitaine de Nantes Métropole (en visioconférence)
- Mme SORIN Nelly, Membre suppléantaire, Conseillère départementale de Clisson

VOTE – DENOMBREMENT DES SUFFRAGES		
POUR	CONTRE	ABSTENTION
22	0	0

La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification, d'un recours pour excès de pouvoir adressé au Tribunal administratif de Nantes, 6, allée de l'Île-Gloriette CS 24111 44041 Nantes Cedex, ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.